

INTERVIEW AVEC YASSAR ADDIMOCRATI

NOVEMBRE 1996

Traduit de l'arabe

Al yassar Addimocrati a accordé une interview au camarade Abdelghani Bousta-Sraïri sur les développements de la scène nationale et sur les questions urgentes qui se posent au Mouvement démocratique dans le pays. A aussi été soulevé la question des relations entre les différentes composantes des forces progressistes et entre les militants de manière générale. Le camarade A. Bousta est un militant connu au sein du Mouvement progressiste marocain pour son apport et ses positions fermes. Militant de l'UNEM, cofondateur d'Option Révolutionnaire et membre du Comité Central du PADS, il connut l'exil pendant 21 ans.

Q : Pour entrer dans le vif du sujet : pouvez-vous nous donner votre point de vue sur la situation que traverse actuellement notre pays ?

R : Sans hésitation, je dirai que la situation inquiétante que traverse notre pays est dangereuse : des dangers visibles, d'autres cachés ou latents. En vérité, la crise que nous vivons n'est pas nouvelle. Cependant, l'ensemble des évolutions et les derniers dispositifs officiels économiques et sociaux avec leurs conséquences tant quantitatifs que qualitatifs représentent en fait un tournant fondamental dans l'histoire de notre pays. Je l'avais comparé dans un de mes articles à un nouveau « Aix Les Bains » par analogie, seulement, à la résonance émotionnelle que l'on a connue. Cette analogie a, bien sûr, ses limites compte tenu des caractéristiques historiques différentes. Cependant, dans les deux cas, il y eut une opération d'avortement et une régression. L'opération d'Aix les Bains en 1956 a fait avorter la lutte nationale, la souveraineté du peuple et son indépendance réelle au niveau politique et économique. Elle a « fait rentrer le colonialisme par la fenêtre après qu'il soit sorti par la porte » comme le disait Mehdi Ben Barka. Aujourd'hui nous assistons, d'un côté, au démantèlement et l'effritement des structures de notre économie nationale sous la domination du pouvoir capitaliste international et au « retour d'un colonialisme » de nouvelle nature et plus sophistiqué; d'un autre côté nous assistons à la perte de la souveraineté populaire, à l'échec d'une démocratie basée sur des fondamentaux que l'on connaît et, en cette fin du XXème siècle, à la consolidation de la nature makhzanienne du pouvoir.

Il est vrai que la domination néocoloniale sur notre économie existe depuis le premier Aix les Bains. Mais, elle est devenue plus manifeste depuis plus de 10 ans de réajustement structurel sous les directives et les ordres du FMI et du capitalisme international. Les dernières mesures officielles successives ont sacré cette domination. Elles ont renforcé les relations de dépendance avec le Monde extérieur et ont hypothéqué les ressources de notre pays pour les prochaines décennies. Je cite parmi ces mesures, celles de la privatisation qui déséquilibre

notre économie nationale en l'aliénant aux propriétés privées ainsi que les accords commerciaux internationaux (le Gatt antérieurement) et en particulier les accords avec la Communauté européenne qui détériorent le tissu économique nationale suite à l'approbation de la libre concurrence et la suppression de toutes les barrières douanières. De ce fait, les petites et moyennes entreprises ne pourront survivre face à la concurrence des grandes entreprises européennes (c'est une concurrence estimée à un contre deux cents) et vont disparaître du champ économique où ne subsisteront que les grands groupements d'entreprise de type ONA et consocieurs qui, à l'origine, sont liés à l'étranger.

Au niveau politique, les mesures officielles s'articulent dialectiquement aux mesures économiques : le retour à une colonisation économique se répercute sur la souveraineté populaire, la citoyenneté et la démocratie. Le combat démocratique a connu un essor positif et un développement remarquable au cours de ces dernières années tant au niveau des droits humains, du politique qu'au niveau des actions que mène la société civile dans son ensemble. Au moment où les opinions nationale et internationale sont devenues très attentives et connectées aux avancées démocratiques du pays, les nouvelles mesures officielles ont fait avorter ces évolutions et l'occasion d'imposer les fondements de la démocratie et l'Etat de droit. Ces mesures se sont révélées comme un ensemble de procédures techniques appelées « dialogue sociale » pour freiner à l'avance les revendications de la classe ouvrière et verrouiller le dossier social dans le cadre d'un compromis insignifiant et truqué. Elles codifient, en définitive, la Constitution de manière à négliger la souveraineté populaire et saborder les fondements de la démocratie. Elles organisent les prochaines élections en renvoyant la promulgation de lois fatidiques (la régionalisation) au Parlement actuel qui est préfabriqué selon tous les témoignages.

De manière générale l'Etat se défait de ses obligations sociales, se décharge de ses responsabilités et en contrepartie, renforce l'appareil exécutif et sécuritaire et consolide la centralisation de tous les secteurs essentiels.

Q : Dans ce sens, quel est votre point de vue concernant le référendum du 13 septembre dernier ?

R : Tout d'abord, un point de vue sur le référendum du 13 septembre nécessite de le replacer dans son contexte et s'interroger sur la situation générale avant et après ce recours pour évaluer s'il participe au développement ou à la régression de la démocratie

Avant le référendum, il était question de mettre sur le tapis des modifications essentielles de la Constitution pour y inscrire les fondements de la démocratie et l'Etat de droit. C'était la revendication nationale populaire autour de laquelle s'accordaient les forces vives du pays. Cependant, les directives venues d'en haut ont été différentes. Elles ont visé à consolider et à codifier une situation juridique qui, depuis le début de l'indépendance, alimente la crise politique. Ont été mises aux oubliettes certaines revendications simples qui ne modifiaient même pas le fond de la question démocratique : l'élargissement des pouvoirs du Parlement et la responsabilité du gouvernement à son égard ainsi que la nomination du premier ministre au

sein de la majorité parlementaire. Tout ceci a été complètement ignoré. Au contraire, la représentativité par vote direct a été affaiblie par la création d'une Chambre des conseillers nommée indirectement et dont les pouvoirs sont similaires à ceux du Parlement.

Avant le référendum, en plus de la fraude et des falsifications qui perdurent aux élections, la controverse concernait la nomination indirecte d'un tiers du Parlement du fait qu'il affaiblissait la représentation émanant du suffrage universel direct. Actuellement, il ne s'agit plus du tiers mais de la moitié des représentants en raison de la création d'une nouvelle Chambre parallèle. Aussi, en cas d'un différend important entre les deux Chambres (ce qui est prévisible vu que leurs prérogatives se croisent), l'arbitrage est du ressort de l'appareil exécutif central. Sans nous étaler sur ces considérations, il apparaît clairement que la ratification de la nouvelle Constitution (dans son fond comme dans sa forme) est une régression par rapport à la situation antérieure qui elle-même réfutait les fondements de la démocratie à savoir la souveraineté populaire, la séparation des pouvoirs, la souveraineté du législatif et la soumission de l'exécutif à son contrôle, la primauté du droit, la reconnaissance de la citoyenneté... Ceci, sans parler encore une fois des fraudes et de l'interférence flagrante de l'exécutif pour truquer les élections et adapter les résultats à sa convenance.

Pour toutes ces considérations, il ne reste aux militants démocrates qu'à s'accrocher aux principes d'une démocratie véritable et à refuser la falsification de la volonté populaire en boycottant activement le référendum ou en ne participant pas au vote.

Q : Quel est ton point de vue sur le projet de régionalisation que le Parlement s'apprête à voter ?

R : Dans l'histoire des peuples, la régionalisation a été une avancée dans l'évolution et la consolidation des droits des citoyens, la démocratisation dans le fonctionnement administratif et sociétal et dans sa proximité avec les citoyens... mais, avec la condition incontestable et à laquelle on ne peut déroger : tout cela doit se faire dans le cadre d'une démocratie. La décentralisation n'a pas de sens dans le cadre d'un pouvoir central bureaucratique et en l'absence des fondements de la démocratie. Sinon, celle-ci se transforme en un processus de rapprochement autocratique des citoyens en particulier pour le cas du Maroc.

Nous nous orientons avec la programmation de cette régionalisation vers un projet hybride, unique en son genre. Nous assistons, d'un côté, au renforcement de la centralisation et au déploiement excessif du pouvoir exécutif et sécuritaire au point de dominer et encadrer systématiquement tous les secteurs vitaux de l'économie, du social et du politique ; et d'un autre côté, on décide de la régionalisation et de la décentralisation en l'absence des fondements de la démocratie, comme nous l'avons indiqué. Franchement, je crains que nous n'allions vers la formation de féodalités locales, à travers cette division régionale arbitraire et en définitive, vers l'augmentation du nombre de « circuits » de corruption et de chantage des

citoyens (extorsion). Et ainsi seront alimentés par une concurrence négative des intérêts monopolisés par une minorité exploitante qui profite de ce terreau pour élargir son pouvoir et sa base sociale. Ceci sans omettre l'attisement des conflits régionaux dont on perçoit les dangers en l'absence d'un cadre démocratique véritable. L'Etat, encore une fois, se décharge de ses responsabilités sociales (au niveau de la santé, de l'éducation et de l'emploi) provoquant, ainsi, un grand chaos au lieu d'assumer son rôle dans l'arbitrage et le dépassement des véritables problèmes ainsi que dans le renforcement de l'appareil exécutif et sécuritaire pour maintenir son efficacité face à tous les secteurs essentiels.

Q : Quelles sont tes propositions concrètes pour dépasser le blocage au sein de la société civile et dans l'environnement politique ?

R : Je n'ai pas de solution magique pour sortir de l'impasse politique actuelle. Il n'y a de sortie de crise que par un long combat démocratique de large envergure qui regroupe toutes les forces vives du pays pour une alternative de liberté et de démocratie et qui réponde aux besoins vitaux de la population à tous les niveaux : social, économique, culturel ainsi que politique dans le sens noble du terme. Il me semble qu'actuellement la tactique politique correcte est « plus fine que la pointe d'une épée » car elle devra suivre minutieusement une ligne délicate en évitant d'un côté les négociations et de l'autre l'infertilité dogmatique. Se contenter de répéter des slogans et principes stratégiques, loin des préoccupations quotidiennes des citoyens et sans trouver des moyens organisationnels et pratiques pour y répondre ne fait pas avancer la lutte démocratique sur le terrain. De même abandonner, se résigner devant le fait accompli et rentrer dans des négociations au nom du réalisme affaiblit la crédibilité de la lutte démocratique et lui cause de graves dommages. Le véritable réalisme ce que l'on ébauche réside dans ce que l'on observe objectivement et avec perspicacité dans actuellement dans notre pays et qui reconnaît qu'il n'y a pas d'alternative en dehors de l'insistance sur les principes de démocratie et de lutte concrète par tous les moyens légitimes, pour porter haut les termes de justice et de droit et celui du combat aux côtés des populations aux niveaux économique, social, culturel et politique. Et ce, jusqu'au changement du rapport de force grâce au développement des luttes et à la consolidation des acquis démocratiques pour que notre peuple puisse imposer de manière pérenne l'instauration d'un état de droit et initier un projet global de développement dans le cadre de la libération et la démocratie.

Ici encore, les expériences des peuples nous ont enseigné que la démocratie « *s'arrache et ne se donne pas* ». Comme un signe positif, je cite les actions que mène la société civile, les résultats auxquels elle parvient ainsi que la volonté des citoyens de se prendre en mains et leur combat pour exiger leurs droits comme en témoigne en particulier le combat que mènent pour leur dignité les diplômés chômeurs et celui que nous constatons dans un certain nombre de mouvements de lutte démocratique dans divers domaines.

Q : Comment vous voyez la sortie de cette dépendance ? Avez-vous des propositions en la matière ?

R : Pour répondre à cette question il est nécessaire de donner une définition du concept de dépendance en particulier à notre époque, une époque de « Monde-Village », de communication et de mondialisation économique, commerciale , technologique, informatique et politique. Il est impossible de faire obstacle à l'évolution générale que connaît notre époque et en faire des changements sens dessus dessous. La sortie de la dépendance dans les circonstances et les conditions internationales prévisibles ne signifie pas de rompre toutes les relations avec le monde extérieur et vivre en autarcie comme cela fut le cas dans certaines expériences révolutionnaires. Il faut plutôt mettre fin à la dépendance organique avec le capital étranger qui soumet les ressources du pays à une exploitation néocoloniale renouvelée et asseoir des relations de co - développement ; instaurer un partenariat sur pied d'égalité, conformément au concept de croissance commune, en tenant compte des intérêts des peuples concernés et du principe de coopération et d'épanouissement entre eux. A ce stade, il est nécessaire de se diriger, en premier lieu, vers nos frères au Maghreb et dans le Monde arabe pour bâtir des relations Sud-Sud sur la base des principes précités en créant des espaces communs de développement au niveau méditerranéen en relation avec l'Europe ou autre. Toujours selon les mêmes principes.

Mais tout cela dépend, bien entendu, de l'ampleur de l'auto-réforme au niveau national, du changement souhaité et de l'initiation d'un programme de développement libérateur dans un cadre démocratique. La sortie de la dépendance est partie intégrante de ce programme, et notre pays stagnera malheureusement tant qu'il souffrira de la domination d'une minorité exploitante et parasitaire affiliée et liée aux intérêts du capital international.

Q : Vous revendiquez depuis toujours la nécessité de la constitution d'un Front Démocratique Populaire. Comment vous l'envisagez et quels en sont les bases fondamentales ?

R : Très brièvement, nous appelons à la constitution d'un large Front qui rassemble toutes les forces qui militent pour les fondements de la démocratie dans notre pays. A notre avis, ce Front ne devra pas être l'émanation d'accords ou de contacts au sommet entre les différentes directions. Mais, au contraire, il devra se construire à partir d'un processus de lutte à la base et par la lutte démocratique commune dans tous les domaines; de même il devra reposer sur des principes dont il ne faut pas dévier :

- 1- La définition d'une ligne de démarcation entre le bloc populaire et le bloc que représente la minorité exploitante. Les composantes de ce Front populaire doivent s'engager à respecter clairement cette ligne de démarcation.

- 2- L'alliance de principe entre les composantes du Front c'est-à-dire la convergence objective, consciente et impartiale sur les objectifs d'étape de manière stratégique et donc, s'écarter des méthodes d'alliance intéressé, dénué de principes et qui prendra fin au terme des intérêts personnels transitoires qui existaient avant sa formation.
- 3- La définition d'un programme démocratique comme base de la constitution de ce front et qui aura l'adhésion de toutes les composantes suite à de larges discussions et échanges. Ces composantes veilleront à la réussite de ce programme dans un esprit de responsabilité, privilégiant les intérêts collectifs aux intérêts individuels.
- 4- La prise en compte de la démocratie interne en s'écartant de toutes les pratiques qui lui sont contraires à savoir l'autoritarisme, la domination d'une partie sur l'autre, le blocage et l'unilatéralité dans la prise de décisions essentielles.
- 5- Si ces 4 principes sont la colonne vertébrale de la constitution du Front démocratique, l'effort de constituer ce Front est en soi un acte militant. Les militants démocratiques devront faire preuve de beaucoup de patience et d'endurance pour se rapprocher entre eux et dépasser leurs désaccords secondaires et faire la distinction entre les problèmes occasionnels et les questions essentielles et rationnelles qui ne peuvent être négligées. Il est, au contraire, préférable d'en être conscient pour pouvoir les limiter, les circonscrire et les dépasser à l'avenir. Ce combat difficile se pose à nous en tant que militants démocratiques de différents courants ainsi qu'aux mouvements sociaux en général.

Q : Vous étiez l'un des initiateurs du Mouvement Option Révolutionnaire. Pouvez-vous nous donner si ce n'est que brièvement un aperçu de ce Mouvement ?

R : Très brièvement, le Mouvement O.R a été constitué en 1975, en tant que Mouvement Ittihadi rectificatif, par des militants de l'UNFP devenu comme on le sait USFP après son changement de nom en 1974. Alors que ce changement de nom devait être une simple formalité, on s'est aperçu qu'il incluait aussi des indications telles que « *la rupture avec le passé* » à savoir « nier le passé militant révolutionnaire ». Il faisait un virage à droite au nom du « *processus de libération et de la démocratie* » et du « *consensus national et de la paix social* ». Le congrès extraordinaire de l'USFP en 1975 n'a fait que corroborer cette position aux niveaux idéologique, politique et organisationnel. Suite aux différents conflits entre le secteur ouvrier et le secteur étudiant de l'UNFP à l'étranger, suite à la tentative au sein du congrès extraordinaire de réduire au silence les positions adverses, un certain nombre de militants Ittihadiens ont considéré que la discipline aveugle de Parti n'avait pas de sens face au danger du déviationnisme de droite de la direction du Parti. Le conflit, ici à l'étranger, avec le groupe de la droite est devenu alors inutile. Les opposants à la nouvelle orientation prise lors de ce congrès extraordinaire ont, en définitive, décidé de s'exprimer à travers un mensuel qui avait pour titre « Option Révolutionnaire », en rapport avec l'intitulé du projet

de Mehdi Ben Barka. L'objectif était de nous adresser à l'opinion générale en condamnant le complot contre notre peuple sous couvert de « consensus national » et aux militants de base dans notre pays pour contribuer à mettre en lumière la duperie, le flou et l'ambiguïté pour que chaque militant fasse son choix en toute conscience et connaissance. Il est clair que le Mouvement « Option Révolutionnaire » n'a jamais voulu créer une organisation ou un nouveau Parti au Maroc. Son objectif était de s'adresser aux militants à l'intérieur du pays et non renchérir ni créer une dualité organisationnelle à l'intérieur de l'USFP. Il y eut certaines initiatives individuelles et spontanées dans ce sens au vu de la réputation et la sympathie qu'a inspirées le Mouvement « Option Révolutionnaire ». Nous sommes intervenus pour résoudre cette situation et insisté pour rassembler les rangs au sein de l'USFP. Effectivement une tendance de gauche s'est développée de nouveau à l'intérieur de l'USFP et a fait un travail militant de rectification à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. Ce processus de clarification théorique, politique et organisationnelle a duré près d'une décennie et s'est conclu par la rupture définitive avec la droite le 8 mai 1983 et l'annonce de « l'USFP-CAN » en tant que Parti indépendant. Au sein du Mouvement Option Révolutionnaire il y eut aussi des conflits parfois virulents avec la tendance populiste et aventuriste dont les positions et pratiques étaient contraires à l'orientation de base sur laquelle s'est constitué ce Mouvement. Le Mouvement Option Révolutionnaire a rompu avec cette tendance considérant que le réformisme comme le populisme et l'aventurisme sont « les deux faces d'une même monnaie » qui est corrompue. Ainsi la rupture au Maroc a coïncidé avec celle qui s'est produite à l'étranger. Le Mouvement Option Révolutionnaire a considéré que son rôle de clarification et rectification avait pris fin et a décidé unanimement de se dissoudre et de rejoindre les rangs de l'USFP-CAN qui changera de nom et deviendra en 1992 le PADS pour lever toute confusion avec l'USFP.

Q : Vous avez sans doute une opinion sur les courants de ce qu'on appelle la nouvelle gauche. Quel est ton évaluation du travail de cette force ?

R : Comme tous les militants démocrates je m'intéresse à ce travail et j'essaie de suivre son évolution dans la mesure du possible. D'autant qu'à l'intérieur de cette nouvelle gauche, j'ai des camarades et amis que je respecte et que je considère quels que soient nos accords ou nos désaccords. Mais je ne peux, malgré cela, donner mon point de vue sur cette formation étant donné que je ne connais pas avec précision ses récents développements et qu'elle est encore dans une phase de travail et de restructuration afin de revoir et préciser les choix théoriques, politiques et organisationnels. Toute évaluation me semble, alors, prématurée. Ce que je peux dire c'est que j'espère sincèrement que cette force pourra exercer le dialogue démocratique transparent pour évaluer son expérience militante antérieure avec objectivité et qu'elle en tirera des leçons pour le présent et l'avenir et qu'elle puisse se restructurer. L'union s'est faite entre tous les courants sur des bases claires et objectives. Il y a plus de moyens de coopération, de synergie et de combat militant commun entre les différents courants du Mouvement démocratique pour des objectifs démocratiques militants à partir d'une action

commune et des initiatives collectives à la base. C'est là le fondement clair de toute union qui aboutit à la constitution du Front démocratique souhaité. Il y a un signe positif dans ce sens avec la position de boycott ou de non - participation au vote du référendum du 13 ; une position qui a regroupé un grand nombre de structures politiques et associatives. De même, il faut noter les initiatives communes de militants qui, espérons-le, se développeront et permettront d'accompagner les citoyens dans leurs préoccupations et situations concrètes et pour leurs droits légitimes.

Q : L'expérience des forces progressistes marocaines s'est plainte d'une maladie incurable qui se résume dans les tendances individualistes et le subjectivisme dans les comportements. Vous est-il possible de nous donner votre avis à ce sujet ?

R : L'individualisme autocratique est une séquelle de notre société où existe encore le règne de la servitude et la mentalité féodale. Cet individualisme trouve son origine dans le changement du rôle du cheikh qui passe d'une représentation loyale au sein d'une tribu à un pouvoir autocratique. La communauté a été alors vidée de son contenu démocratique. Et ce phénomène s'est étendu au rôle qu'ont joué les caïds féodaux dans l'histoire du Maroc. On retrouve cet individualisme dans toutes les structures de l'Etat makhzanien. Malgré les manifestations d'une modernité formelle, cette idéologie et cette mentalité féodales dominent toujours dans notre société au niveau de la famille, de l'école, de l'administration, de l'économie, et de la culture. Et, étant donné que le Mouvement progressiste est partie intégrante de cette société, il est amené objectivement à reproduire une partie de ces séquelles individualistes autoritaires non démocratiques.

Cependant, en dépit de cette donnée, il n'est nullement concevable que toute force se considérant démocratique s'y conforme, l'accepte comme une fatalité, et abandonne ses principes démocratiques en les manipulant selon la l'opportunité.

De même, il n'est pas concevable qu'un militant qui se dit démocrate, pratique le contraire avec ses camarades, sa famille, au niveau professionnel ou dans ses relations sociales. Si nous voulons réaliser la démocratie dans notre pays, il faut commencer par la concrétiser en nous-mêmes en premier lieu. Le plus grand effort que nous devons faire quotidiennement est l'effort pour dépasser nos faiblesses, nos habitudes pour nous améliorer et évaluer nos comportements en restant vigilant de manière continue.

Le Mouvement démocratique ne mérite pas ce qualificatif s'il n'est pas prêt à concrétiser la démocratie en lui-même dans la forme et le fond de manière efficace et en progressant. Pour être un exemple pour la société il faut rompre avec la norme et la mentalité féodales dominantes, avec le discours intellectuel et politique et principalement avec les comportements quotidiens entre les personnes et dans sa relation avec la société. Ainsi, en mettant en accord ses paroles et ses actes, le Mouvement démocratique gagnera la confiance des citoyens et participera concrètement à leurs ambitions de libération démocratique. Par exemple, le fait d'être intègre et honnête, de préserver sa dignité et celle d'autrui, d'être fidèle à sa parole et sa promesse, de respecter le point de vue d'autrui et dialoguer avec lui selon les principes de la démocratie sans fourberies et mensonges ne sont pas des valeurs surpassées sous prétexte d'harmonie avec l'esprit du temps mais des valeurs intrinsèques à la démocratie.

En définitive, je partage avec toi le fait que l'individualisme pragmatique, le subjectivisme dans les relations entre militants ont fait et font encore de grands torts au Mouvement progressiste. L'application de la démocratie interne est une question qui se pose à tous les courants du Mouvement progressiste au risque de provoquer encore des dégâts, des retards et des rebondissements dont ne profitent que ses adversaires et ses ennemis. Il est donc temps de trouver une solution à ce problème, en particulier celui des comportements entre camarades. Il faudra lui donner la même importance que celle de nos positions et slogans politiques.

Q : Quelle est ta conclusion à ce dialogue ?

R : Avant tout, je remercie le journal Alyassar Addimocrati qui m'a donné l'occasion de dialoguer et d'exprimer certaines de mes idées. Et, à cette occasion, j'adresse mes salutations fraternelles à ses lecteurs et à tous les militants démocrates. Quant au contenu de notre échange il me semble que j'ai surtout insisté sur des aperçus de la crise que traverse notre pays et les dangers auxquels notre pays et notre peuple sont confrontés. Ceci, au nom du réalisme politique et pour éviter la politique de l'autruche mais non par pessimisme ou désespoir. Même si je n'ai pas suffisamment exposé les manifestations de notre combat positif, j'affirme que la flamme de la lutte démocratique est allumée dans notre Maroc. Et elle le restera malgré les tempêtes et les cyclones, alimentée par les conditions objectives tenaces. Notre jeunesse qui représente la grande partie de notre peuple est prête pour la lutte de libération démocratique pour imposer ses droits légitimes.

L'espoir d'atteindre des objectifs plus élevés pour notre nation et notre peuple, la libération de notre pays et la restitution au peuple de sa souveraineté entière, l'instauration de l'Etat de droit, la fin du règne de la « servitude » pour entrer dans l'ère de la citoyenneté totale...Cet espoir existe toujours. L'espoir, l'optimisme, la pérennité dans la lutte est la caractéristique des militants démocrates progressistes.